



DREAL Bourgogne-Franche-Comté
Unité départementale de VESOUL

22 DEC. 2017

PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAÔNE

COURRIER ARRIVÉ

DREAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Unité Départementale Haute-Saône,
Centre et Sud Doubs
Antenne de Vesoul

ARRÊTÉ DREAL/I/2017 N° 70-2017-12-20-003

en date du **20 DEC. 2017**

concernant la mise à jour des activités autorisées et le stockage de pneumatiques pour le site de l'usine de la société PSA AUTOMOBILES SA – Établissement de VESOUL, sur le territoire des communes de NOIDANS-LES-VESOUL et VAIVRE-ET-MONTOILLE

**LA PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAÔNE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-14, L. 512-7 et R. 181-46 ;
- l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- les demandes d'antériorité de l'exploitant suite aux parutions des nouvelles rubriques de classement ;
- la demande présentée le 3 juillet 2017, complétée le 10 juillet 2017, par la société PSA AUTOMOBILES SA, dont le siège social est situé 2-10 Bld de l'Europe – 78300 POISSY, sollicitant l'enregistrement d'installations de stockage de matières plastiques (pneumatiques), situées au sein du site PSA de VESOUL, sur le territoire des communes de NOIDANS-LES-VESOUL et VAIVRE-ET-MONTOILLE, composées des structures ouvertes de stockage N61, N62, N63, N64, N66, N71, N72 et N102 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2048 en date du 18 juillet 2007 autorisant la société PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES – Établissement de VESOUL, à exploiter une usine sur le territoire des communes de VESOUL, NOIDANS-LES-VESOUL et VAIVRE-ET-MONTOILLE ;
- l'arrêté préfectoral n° 70-2017-07-26-004 du 26 juillet 2017 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE
BP 429 – 70013 VESOUL CEDEX – tel. : 03 84 77 70 00 / Fax : 03 84 76 49 60
Courriel : prefecture@haute-saone.gouv.fr

Horaires d'ouverture au public et de l'accueil téléphonique disponibles sur le site : www.haute-saone.gouv.fr

- l'absence d'observation du public entre le 28 août et le 27 septembre 2017 inclus ;
- les avis des conseils municipaux de VESOUL, VAIVRE-ET-MONTOILLE et NOIDANS-LES-VESOUL ;
- le changement de nom de la société qui est devenue PSA AUTOMOBILES SA ;
- le rapport et les propositions du 17 novembre 2017 de l'inspection des installations classées ;
- l'avis en date du 19 décembre 2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours duquel le demandeur a été entendu et n'a émis aucune observation sur ce projet ;

CONSIDÉRANT

- que les demandes d'antériorité sont actées à l'article 2 par la mise à jour des rubriques de classement ;
- que la demande de l'exploitant justifie du respect, parmi les prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé, de celles qui sont applicables au projet, et que le respect de celles-ci permet de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- que les structures que l'exploitant demande à mettre en place pour son stockage de pneumatiques ne relèvent pas de la définition des stockages couverts, au sens de la définition de l'article 1 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel susvisé ;
- que dès lors, les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisé, édictées aux articles 2.2.6 à 2.2.12 de son annexe 1 et applicables aux seuls stockages couverts, ne sont pas applicables à ces structures ;
- que la demande exprimée par la société PSA AUTOMOBILES SA, de ne pas être soumise aux prescriptions générales susmentionnées, est pleinement justifiée ;
- que les prescriptions générales de l'arrêté ministériel susnommé concernant l'eau, les déchets, le bruit sont prescrites dans les arrêtés existants pour l'ensemble du site ;
- que les autres prescriptions applicables sont reprises à l'article 3 du présent arrêté ;
- que des moyens supplémentaires sont prescrits pour la défense incendie ;
- que ni la sensibilité du milieu, ni l'impact cumulé avec d'autres projets, ne justifient le basculement en procédure d'autorisation au sens de l'article L. 512-7 du code de l'environnement ;
- qu'en l'absence d'épandage des cendres provenant de la chaudière biomasse autorisé par l'arrêté complémentaire du 30 octobre 2013, il convient d'abroger les prescriptions associées ;
- que les prescriptions de l'arrêté d'enregistrement qui encadrait le stockage des pare-chocs doivent être intégrées sous la forme d'un arrêté complémentaire.

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 - Champ d'application

La société PSA AUTOMOBILES SA dont le siège social se trouve 2-10 Bld de l'Europe – 78300 POISSY, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son site de VESOUL situé au 24 rue d'Echenoz.

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le récapitulatif des activités réglementées figurant en annexe 1 de l'arrêté du 26 juillet 2011 susvisé est remplacé par :

2.1 - Site Nord

Rubrique	Désignation des	Caractéristiques	Régim	localisation
1510-1	Stockage de pièces de rechange Matières combustibles = 2 680 t	Volume = 908 500 m ³	A	N30 Halls A, B, C et D
	Stockage de pièces de rechange Matières combustibles = 921 t	Volume = 160 200 m ³		N30 Hall F
	Stockage de pièces de rechange Matières combustibles = 1 300 t	Volume = 728 900 m ³		NM38
2663-2a	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire sont composés de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2. dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a/ supérieur à 80 000 m ³	Stockage de pare-chocs en matière plastique pour un volume de 13 730 m ³ (volume autorisé le 16/12/2011)	A	ND97, ND98
		Stockage de pneumatiques pour un volume de 74 747 m ³ (demande d'enregistrement du 3 juillet 2017) N102 : stockage potentiel de pneus ou pare-chocs pour 11 172 m ³ (volume autorisé le 16/12/2011)		N102, N71, N72, N86, N61, N62, N63, N64, N66
4331-2	Stockage de produits réglementés	Stockage de liquides inflammables : 800 t	E	ND95
1436-2	Stockage de produits réglementés	Stockage de liquides inflammables : 200 t	D	ND95
1530-3	Stockage de papiers, cartons : u m ³	u+v = 6 500 m ³	D	NM38
1532-3	Dépôt de bois sec	Stockage de bois = v m ³	D	NM38
		Stockage de bois = 6 500 m ³		VI39
		Stockage de bois = 6 850 m ³		VI68
2260-2-b	Broyage de substances végétales	Puissance installée = 160 kW	D	VI100
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	205 postes 600 kW	D	N30
		84 postes 500 kW		VI39
		72 postes de charge		VI49
		132 postes 600 kW		N30
		18 postes 96 kW		ND95
4320-2	Stockage de gaz sous pression (aérosol)	Stockage de gaz sous pression (aérosols) Quantité = 70 t	D	ND95
4718-2	Stockage de gaz sous pression (1234 yf)	Stockage de gaz sous pression (aérosols) Quantité = 7 t	D	ND95
4802-3-1-b	Stockage de fluides frigorigènes	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant de 50 tonnes	D	ND95

2.2 - Site Sud

Rubrique	Désignation des	Caractéristiques	Régim	localisation
1510-1	Entrepôts couverts Stockage pièces de rechange Matières combustibles = 1 800 t	Volume bâtiment = 900 000 m ³	A	N10
2565-2-a	Traitement chimique des métaux	Le volume des bains de traitement est de 38 m ³	A	VN09
3260		Traitement de surface de métaux avec un volume de cuves affectées au traitement supérieur à 30 m ³		VN09
2910-A-1	Installations de combustion	Installation de combustion de 27 MW regroupant 3 chaudières : - gaz naturel pour les chaudières n° 5 et 7 (8 MW) - gaz naturel pour la chaudière n° 3 (11 MW)	A	N12
2940-1-a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture	Application «au trempé» utilisant des produits à base de liquides inflammables de la 2 ^e catégorie Volume des cuves = 160 m ³ vol. équivalent = 1,6 m ³ Cuisson séchage (cataphorèse)	A	VN09
1532-3	Dépôt de bois sec	Stockage de bois : y m ³ x+y = 9 000 m ³	D	N52
1530-3	Dépôt papier, carton	Stockage de cartons : x m ³ x+y = 9 000 m ³	D	N52
2360-2	Travail des cuirs et des peaux	Confection de garniture cuir par découpe et couture Puissance installée = 100 kW	D	V01
2560-B-2	Travail mécanique des métaux et alliages	Machines d'usinage autonomes Machines de sertissage, clinchage Atelier de maintenance	DC	N24 VN09
2910-A-2	Installation de combustion	1 chaudière biomasse de 3 MW (n° 1)	DC	ND99
2921-b	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	TAR pour refroidissement du réseau d'eau des pinces à souder Puissance thermique = 1 800 kW	DC	N57
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	62 postes → 300 kW	D	VN09
		170 postes → 500 kW		N10 Ouest
		140 postes → 600 kW		N10 Est
		Puissance maximale 250 kW		N70
4130-2-b	Substances et mélanges liquides Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	Emploi et stockage de 3 tonnes de produits toxiques	D	VN09

Article 3 – Prescriptions applicables aux stockages de pneumatiques et pare-chocs pour le site Nord

3.1 - Implantations

Les limites des stockages sont implantées à une distance minimale de 100 mètres des limites de propriété du site, afin que les effets létaux, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005, soient contenus dans l'enceinte de l'établissement en cas d'incendie, en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport aux matières combustibles potentiellement stockées, en utilisant la méthode de calcul FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS «*Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt*», partie A, réf. : DRA-09-90977-14553A). Le stockage est interdit en mezzanine.

3.2 – Construction - Accessibilité

3.2.1 - Accessibilité au site

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Cet accès doit pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation, stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours, depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les voies d'accès des services de secours sont maintenues dégagées de tout stationnement. L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.

3.2.2 - Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie engins au moins, dans l'enceinte de l'établissement, est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement sur le périmètre de l'installation, et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction.

Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.

3.2.3 - Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

À partir de chaque voie engins est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé d'1,8 mètre de large au minimum.

3.2.4 - Accès aux structures des secours

Les accès du dépôt permettent l'intervention rapide des secours. Leur nombre minimal permet que tout point du dépôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs de l'un d'eux, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins vers l'extérieur du dépôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés.

3.2.5 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- plusieurs appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150.
Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).
Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 120 mètres cubes par heure durant deux heures.
Si un complément est nécessaire, il peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propres au site, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes. Elles sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranches de 120 mètres cubes de capacité.
Le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires sont calculés conformément au document technique D 9 susvisé ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur du dépôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.

Des réserves d'émulseurs associées à des injecteurs fixes ou mobiles autonomes, ou tout autre système équivalent, seront réparties à proximité des structures.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans.

3.2.6 - Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte

La rétention du bassin existant de 2 100 m³ est complétée par des rétentions spécifiques associées aux structures N102 (585 m³) et N86 (787 m³). Le volume total doit contenir les eaux d'extinction ainsi que le volume d'eau lié aux intempéries (règle D9A).

Les écoulements convergent gravitairement vers les bassins ou rétentions du site. Les eaux d'extinction confinées feront l'objet d'une analyse et pourront être évacuées et traitées dans les filières autorisées.

3.2.7 - État des stocks

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

3.2.8 - Localisation des risques

Les stockages de pneumatique susceptibles d'être à l'origine d'un incendie sont repérés sur les plans du site.

3.3 - Exploitation

3.3.1 - Stockages

Le stockage est divisé en îlots dont le volume maximal est de 2 000 mètres cubes. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. La hauteur des stockages n'excède pas 8 mètres. Une distance minimale d'un mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Les surfaces à proximité du stockage sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques.

3.3.2 - Travaux

Les travaux dans le périmètre dédié à l'activité de stockage font l'objet des mêmes mesures que sur l'ensemble du site. Ils font l'objet de «permis d'intervention» et de «permis de feu» le cas échéant. Un plan de prévention regroupant les obligations, interdictions, les consignes particulières et les bonnes pratiques est présenté aux entreprises extérieures amenées à intervenir sur le site.

3.3.3 - Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage ;
- l'obligation du «permis d'intervention» ou «permis de feu» évoquée au point précédent ;
- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte des eaux ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

3.3.4 - Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple), ainsi que des éventuelles installations électriques conformément aux référentiels en vigueur.

3.3.5 - Brûlage

L'apport de feu, sous une forme quelconque, à proximité du stockage est interdit à l'exception de travaux réalisés conformément au point 3.3.2.

3.3.6 - Surveillance du stockage

Une société assure la surveillance, la défense incendie et le gardiennage du site 24h/24 7j/7. Le site dispose d'un poste de gardiennage dans lequel sont reportées, sur les écrans de contrôles, les images des caméras de surveillance implantées en extérieur dans des endroits stratégiques. Par ailleurs, des rondes sont réalisées par la société de surveillance.

3.3.7 - Stationnement et manutention

Des places de stationnement seront aménagées à proximité du bâtiment process N86. Les pneumatiques sont acheminés par camions vers le bâtiment process N86. Le transfert vers les autres structures se fera par chariots élévateurs. Les voies de circulation à proximité des autres bâtiments ne sont pas encombrées et seront maintenues dégagées de tout stationnement. Les pneumatiques livrés en vrac seront conditionnés et stockés dans les 24 heures.

Article 4 – Modifications des actes administratifs antérieurs

L'arrêté n° 1699 du 30 octobre 2013 et l'arrêté d'enregistrement n° 2490 du 16 décembre 2011 sont abrogés.

4.1 - Émissions COV

L'article T2.11.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2048 du 18 juillet 2007 autorisant la société PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES, établissement de VESOUL, à exploiter une usine sur le territoire des communes de VESOUL, NOIDANS-LES-VESOUL et VAIVRE-ET-MONTOILLE, est remplacé par l'article suivant :

« Ligne de cataphorèse :

Localisation des rejets

Rejets cataphorèse	5 Sas	6 Enceinte	7 Incinérateur	12 Extraction volet fermé	13 Extraction sortie étuve
Débit d'extraction maximal en m³/h	5 700	10 000	9 400	5000	2500

Les valeurs maximales à respecter à l'émission des étuves de cataphorèse, visées au titre 3 du présent arrêté, sont :

- pour la cheminée 7 (incinérateur) :

Polluant	Concentration	Flux maxi g/h	Autosurveillance
COV non méthaniques exprimés en carbone total en moyenne 1/4 horaire	20 mg/Nm³	100	Annuelle
Nox exprimé en équivalent NO ₂	100 mg/Nm³	900	Annuelle
CO	100 mg/Nm³	600	Annuelle
CH ₄	50 mg/Nm³	200	Annuelle

- pour l'ensemble des autres cheminées, valeurs globales des émissions :

Polluant	Concentration	Flux maxi g/h pour l'ensemble des autres émissaires	Autosurveillance
COV non méthaniques exprimés en carbone total en moyenne 1/4 horaire	110 mg/Nm³ si flux > à 2 kg /h	1 200	Annuelle

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets qu'il communique à l'inspection de l'environnement.

Émissions diffuses : Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée.

Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de BESANCON :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Article 6 – Publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société PSA AUTOMOBILES SA.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de NOIDANS-LES-VESOUL et VAIVRE-ET-MONTOILLE pendant une durée d'un mois à la diligence des maires qui devront justifier de l'accomplissement de cette formalité.

Une copie sera également déposée en mairies de NOIDANS-LES-VESOUL et VAIVRE-ET-MONTOILLE et en préfecture pour consultation par les tiers, et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Saône.

Article 7 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, les maires des communes de NOIDANS-LES-VESOUL et VAIVRE-ET-MONTOILLE, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée :

- aux maires de NOIDANS-LES-VESOUL, VAIVRE-ET-MONTOILLE et VESOUL ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté ;
- au chef de l'unité départementale Haute-Saône, Centre et Sud Doubs de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à VESOUL ;
- au directeur départemental des territoires ;
- à la déléguée territoriale de Haute-Saône de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à VESOUL, le 20 DEC. 2017

Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale

Sandrine ANSTETT-ROGRON

